

Préface

L'Union européenne se débat dans mille et un problèmes. Après un long blocage institutionnel, elle a accouché au forceps du nouveau traité de Lisbonne ; elle se déchire pour traduire dans ses institutions une politique étrangère cohérente ; elle s'affaire aux chevets de la Grèce en état de faillite et s'inquiète de l'avenir de l'Espagne et du Portugal ; elle tente de normaliser ses rapports avec la Russie ; elle s'inquiète du désintérêt pour elle des Etats-Unis, fascinés par l'Asie et englués au Proche-Orient. De ses priorités, de ses débats, on ne peut pas prétendre que le Grand Maghreb soit totalement absent, mais il figure à une place secondaire, peu visible, comme si ce qui se passe à ses frontières sud ne la concernait que faiblement.

Pourtant, le développement ou le non développement, la stabilité ou l'instabilité, la démocratisation ou la non démocratisation de ces cinq pays de la Méditerranée et de l'Atlantique, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie, pèsera lourd sur l'avenir du Vieux Continent. Certains y voient même une bombe à retardement. Et quand le Maghreb s'invite dans les ordres du jour à Bruxelles, les « 27 » semblent avant tout préoccupés de réduire l'immigration clandestine en provenance de cette zone et de contenir « la menace terroriste » d'*Al-Qaida* dans la zone sahélienne. Pour le reste, développement économique comme avenir démocratique, l'Union européenne semble résignée à son impuissance. A moins que l'on considère que le « processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée », englué dans des débats institutionnels byzantins et paralysé par le conflit israélo-palestinien, soit un instrument efficace, ce que peu d'observateurs osent prétendre.

Il est vrai que le Grand Maghreb, dans son extrême diversité si bien décrite par Bruno Callies de Salies, représente un casse-tête qui résiste à toute simplification et à toute politique commune. Cinq pays, certes liés par l'islam, par la langue, par la culture, mais divisés par tant de méfiances et de conflits qu'ils en ont renoncé même à tout début d'intégration économique. Alors que de l'Asie à l'Amérique latine, se développent les forums régionaux, les marchés communs, la faiblesse des échanges inter-maghrébins comme les querelles qui les opposent, en premier lieu celle du Sahara Occidental, bloquent

l'émergence d'un ensemble unifié et compliquent la définition par l'Union européenne d'une approche globale.

Cinq pays donc, cinq systèmes politiques dissemblables, mais qui ont en commun d'être autoritaires, même si, aux marges, la Mauritanie tente d'échapper à ce modèle. L'intérêt de l'ouvrage de Bruno Callies de Salies est de nous guider dans les méandres de ces systèmes, de nous faire comprendre les mécanismes par lesquels les élites au pouvoir se reproduisent, maintiennent un ordre autoritaire, même s'il n'est pas toujours dictatorial. Bien sûr, chaque situation est particulière : la monarchie règne au Maroc, la république en Algérie, la *Jamahiriyah* en Libye. Partout les systèmes ont une histoire particulière, des plages de libertés plus ou moins étendues, des systèmes économiques plus ou moins efficaces.

Ayant, dans la plupart des cas, empêché l'émergence d'une opposition démocratique, qu'elle soit de tendance « laïque » ou islamiste, les pouvoirs ont créé les conditions de l'apparition de groupes armés, soit purement locaux, soit se rattachant à la grande geste panislamique. Le blocage politique permet aux régimes de mettre les pays européens face au dilemme : « Nous ou les islamistes ». Et les 27 se soumettent à ce chantage, fermant pudiquement les yeux sur les atteintes aux libertés, sur l'emprisonnement des opposants, sur la manipulation des élections. Et toute ouverture du système, telle qu'elle s'est produite par exemple au Maroc au début du règne de Mohammed VI, est réversible, car elle ne dépend que du bon vouloir du souverain ou des élites dirigeantes qui tirent tellement de profits de ce système. Le livre offre, de ce point de vue, nombre d'autres exemples éclairants, dont on peut espérer que les responsables européens sauront méditer les leçons.

A Bruxelles, domine toujours l'idée que la libéralisation économique favorisera, à terme, l'émergence de pouvoirs plus ouverts, plus démocratiques. Ce pari est d'ores et déjà perdu. Non seulement tous ces pays sont caractérisés par leur développement inégalitaire, par une corruption fondée entre élites économiques et pouvoirs, mais la pauvreté, l'analphabétisme, l'échec du système scolaire, l'extension de zones totalement marginalisées résultent directement des politiques économiques imposées. Le rêve de centaines de milliers de jeunes d'émigrer en Europe ou aux Etats-Unis, les risques pris pour traverser la mer sur de fragiles esquifs, signent un échec flagrant.

Constat sévère, certes, et la responsabilité de l'Union européenne n'est pas seule en cause. Ni même ses divisions, avec la recherche par chaque pays, notamment par la France, l'Espagne et l'Italie, de

politiques propres, liées à leur histoire. Pourtant, combien de temps l'Europe pourra-t-elle regarder vers le Sud sans définir une politique cohérente ?

Alain Gresh
Directeur-adjoint du *Monde diplomatique*
Animateur du blog « Nouvelles d'Orient »
Avril 2010